

LES NOUVELLES DYNAMIQUES DU FRONT NATIONAL EN NORMANDIE

Cyril Crespin

17/06/2016

Depuis 2014, les quatre scrutins consécutifs ont mis en lumière les dynamiques électorales du Front national. Cyril Crespin analyse pour l'Observatoire des radicalités politiques ces mouvements sur le territoire normand.

La séquence électorale de 2012 ne constitue pas *a posteriori* l'apogée du Front national. Depuis 2014, les quatre scrutins consécutifs ont mis en avant les dynamiques électorales de ce parti. Si, par le passé, il est parvenu, à l'image du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, à réaliser des coups d'éclat, son histoire électorale n'est pas linéaire. Par ailleurs, l'incarnation de ce parti par ses présidents tend à provoquer une lecture nationale de ses résultats, ou à chercher un territoire-type lieu uniforme de réception de l'offre frontiste. Pourtant, certains scrutins sont complexes pour le parti et, précisément, l'échelle de l'élection détermine bien souvent le résultat électoral. Le Front national parvient difficilement à s'incarner aux échelles locales. Bien souvent, les fronts départementaux et locaux sont des mythes. Or, depuis 2014, le FN confirme à toutes les échelles ses nouvelles dynamiques. Mais, derrière les chiffres, ces réalités électorales cachent des dynamiques politiques, sociologiques et territoriales. Le territoire offre ainsi un cas d'étude du développement électoral du FN non en fonction d'une plus grande implantation militante mais d'une modification des structures de vie locale.

Le nouvel ancrage territorial en Normandie

Depuis 1972, la Normandie est le reflet des évolutions électorales du FN. Terre de mission, cette région met en relief les changements territoriaux de ce parti et son homogénéisation territoriale. Tandis que la Haute-Normandie correspond au premier lepénisme électoral situé à « l'est d'une ligne Le Havre-Perpignan » ; la Basse-Normandie appartient au deuxième lepénisme électoral. Ces changements sont visibles lorsque l'on calcule les différentiels entre la Normandie et la France. Alors que lors de l'élection présidentielle de 1988 il est de -2,1 points, en 2002 et en 2012 ces différentiels sont de +0,1 et de +1,1. Cet alignement électoral des Normands se confirme en 2014-2015 mais masque en réalité des oppositions géographiques.

Les quatre scrutins organisés en 2014-2015 mettent en avant les progrès du FN en Normandie. Ainsi, aux élections européennes de mai 2014, l'écart entre les résultats nationaux et régionaux est de +2,2 points. Cinq ans auparavant ce différentiel est de +0,6. De plus, la dynamique, entre les élections européennes de 2009 et 2014, est de +9,3 en Normandie contre +7,6 sur l'ensemble de la France. Mais ces premières constatations doivent être pondérées par l'analyse des autres scrutins. La nature de l'élection modifie le comportement électoral des Normands. Aux élections régionales, la différence entre les résultats en Normandie et en France est de 0. Le FN y réalise des scores identiques. La dynamique, entre les élections régionales de 2010 et de 2015, est même supérieure sur l'ensemble du pays. Enfin, les élections municipales demeurent des élections complexes en Normandie. Si le FN présente 33 listes dans cette région, l'écart avec le reste de la France est substantiel puisqu'on dénombre 597 listes dans les villes de plus de 1000 habitants. Dans le Nord-Pas-de-Calais, le FN dépose 56 listes. La nature du scrutin est un facteur modifiant le comportement électoral des Normands. Si incontestablement cette région est devenue plus favorable, il n'en demeure pas moins que les derniers scrutins ont confirmé les oppositions territoriales, aux échelles régionales, départementales et locales, en Normandie.

Les analyses à l'échelle régionale masquent les subtilités territoriales d'une région hétérogène. L'opposition entre la Normandie occidentale et la Normandie orientale, perceptible depuis l'émergence électorale du FN en 1984, est confirmée lors des scrutins de 2014-2015. Quelque soit le scrutin considéré, ce parti réalise des meilleurs résultats en Haute-Normandie. Le différentiel entre les deux anciennes régions dépend également des scrutins. Si lors des élections européennes de 2014, il est de -1,3 point, quelques mois plus tard celui-ci est de -2,3 points. Ce phénomène est dû à l'amplification, en Haute-Normandie, des scores frontistes. Ainsi, au premier tour des élections régionales de 2015, il y totalise 14,7% des suffrages des inscrits contre 12,4% en Basse-Normandie, soit une progression 9,4 points par rapport aux élections régionales de 2010.

Au-delà de la dichotomie est/ouest, les scrutins de 2014-2015 mettent en relief les continuités départementales. Ainsi, le département de l'Eure demeure le plus réceptif au discours lepéniste. Par ailleurs, les dynamiques y sont supérieures dans ce département. En effet, entre les élections européennes de 2009 et 2014 et les élections régionales de 2010 et 2015, il progresse de 11,2 points et de 10 points. A l'opposé, dans le département de la Manche, les dynamiques, entre ces élections, sont de +8,6 points et +8,1 points. Enfin, à l'échelle cantonale, si la cartographie du FN semble présenter une très grande stabilité, les élections de 2014-2015 marquent surtout les évolutions territoriales à l'œuvre en Normandie comme en France depuis la présidentielle 2002. Dans les cantons du département de l'Eure, où le FN gagne, entre les élections européennes de 2009 et de 2014, plus de 13 points, il réalise un score de 4,5% des inscrits aux élections européennes de 2009 soit une majoration de 0,7 point. Cependant lorsque l'on met en perspective les résultats aux

élections européennes de 2004 dans les mêmes cantons, le score du FN y est alors minoré de 0,1 point. Cette progression, sur un nouvel espace, correspond à ce que Pascal Perrineau qualifie de deuxième lepénisme électoral s'inscrivant à l'ouest du département de l'Eure, au sud du département de la Manche et à l'est du département de la Seine-Maritime.

Cette confirmation des dynamiques frontistes, au cours des derniers scrutins, malgré les différences spatiales perceptibles, ne relève pas uniquement des structures territoriales, mais est aussi le reflet des évolutions politiques, sociologiques et géographiques affectant ce parti depuis vingt ans.

Des dynamiques politiques

L'insertion du FN dans le jeu politique est ancienne. Dès les années 1980, la question de l'origine de ses électeurs se pose. Les différentes études ont mis en avant les relations complexes avec les autres formations de la droite. Depuis les années 2000, le FN s'est imposé comme étant le second pôle du bloc des droites. Il entretient des relations de transfert de suffrages avec la droite parlementaire et souverainiste. Néanmoins, la dynamique politique du FN n'est pas seulement externe. Elle est également due à une nouvelle construction partisane qui, lors des scrutins locaux, prend une acuité certaine.

La volatilité électorale, entre les électeurs de la droite parlementaire et du FN, se vérifie lors des scrutins de 2014-2015. En effet, aux élections européennes de 2014, dans les cantons où le FN réalise un score supérieur à 38% des suffrages exprimés, la droite totalise un score de 34,3% des voix soit -2,4 points par rapport à sa moyenne régionale. A l'opposé, dans les cantons où le FN est le plus en difficulté, c'est-à-dire lorsque son score est minoré de plus de 6 points, celui de la droite est majoré de près de 3 points. Elle réalise alors un score moyen de 39,6% des suffrages exprimés contre 36,7% sur l'ensemble de la région. Ce transfert de voix se vérifie lorsque l'on regarde la dynamique de l'ensemble de la droite dans les cantons où le FN réalise ses meilleurs résultats. Elle perd 10,6 points entre les élections européennes de 2009 et de 2014 contre 6,2 points sur l'ensemble de la région. Cependant, l'offre politique à droite modifie le comportement électoral des électeurs frontistes. C'est notamment le cas lors des élections municipales.

Tableau n°1 : Résultats du FN en Normandie au premier tour des élections municipales de 2014 selon l'offre politique à droite

Duel	Triangulaire	4 listes et plus avec deux listes de droite	4 listes et plus avec deux listes de gauche
15,2% des inscrits Soit +5,5 points par rapport à la moyenne régionale	9,9% des inscrits Soit +0,2 point par rapport à la moyenne régionale	8,5% des inscrits Soit -1,2 point par rapport à la moyenne régionale	7% des inscrits Soit -2,7 points par rapport à la moyenne régionale

La configuration politique du premier tour modifie considérablement le choix électoral. Dès l'instant où l'offre électorale est plus importante à droite, le FN a des scores fortement minorés. Cependant, ce constat est plus difficilement perceptible lorsque la gauche présente plusieurs listes. Or, ce phénomène n'est pas l'apanage du premier tour. Le recul enregistré, lors du second tour des élections municipales, est amplifié lorsqu'il affronte une liste d'union de la droite et de la gauche. C'est le cas par exemple à Gournay-en-Bray ou à Eu. Par contre, lorsque la configuration politique est celle d'une quadrangulaire la diminution est moins marquée à l'image de Barentin. Dans les communes où il y a 3 listes au second tour, le recul est en moyenne de -1,6 contre -0,8 dans les communes où il y a 4 listes ou plus au second tour. Enfin, lors des élections départementales, dans certains départements, la présence de plusieurs candidats de droite modifie subtilement le comportement des électeurs. C'est le cas dans le département de l'Orne. En effet, dans les cantons où il y a un candidat d'union de la droite et un candidat divers droite, les scores du FN sont de 13,7% des inscrits ; mais dans les cantons où il n'y a qu'un seul candidat ce score est de 13,2% des inscrits. Cependant, dans le département de l'Eure, lors de ces élections départementales, cette donne politique n'est plus valable. C'est peut-être le signe d'une indépendance des comportements politiques dans ce département.

Ces dynamiques politiques, au sein du bloc des droites, sont accentuées dans les cantons où Chasse Pêche Nature et Traditions (CPNT) avait obtenu ses meilleurs résultats aux élections européennes de 2009. En effet, dans les cantons les plus favorables au FN en 2014, le score de la liste CPNT est majoré de 1,4 point en 2009. Prenons pour illustrer l'exemple de Quillebeuf-sur-Seine. La liste CPNT a recueilli 17,3% des SE en 2009, le FN progresse alors de 15 points contre 9,2 points sur l'ensemble de la Normandie. Ce transfert électoral s'accompagne d'un transfert sociologique.

Depuis 2011 et l'arrivée de Marine Le Pen, le FN a tenté de se professionnaliser. Les difficultés conjoncturelles liées aux défaites électorales frontistes de 2007 ont fragilisé localement les fédérations normandes. Après une période de stagnation et de changements conduisant par

exemple au renvoi de l'ancien secrétaire départemental, Roland Lombart, par Nicolas Bay, le FN a mis sur pied de nouvelles structures locales. C'est le cas par exemple dans le département de l'Orne où des équipes ont été créées dans plusieurs cantons. Ces dynamiques internes permettent de multiplier les candidatures lors des scrutins de 2014-2015. Aux élections municipales de 2014, le FN est en mesure de présenter des candidats dans les départements de la Manche et de l'Orne. Il progresse également dans le Calvados, dans l'Eure et surtout en Seine-Maritime.

L'étude de ces candidatures souligne les ruptures et les continuités du frontisme de Marine Le Pen par rapport au frontisme de Jean-Marie Le Pen. En effet, le parti est présent dans ses zones de force : Evreux, Louviers, Petit-Quevilly et Vernon. Mais ces élections sont surtout le reflet des nouvelles dynamiques territoriales à l'œuvre depuis les années 2000, et amplifiées par l'arrivée, à la tête du parti, de Marine Le Pen. Il y a une forte pénétration du FN dans la ruralité, à l'image du département de la Seine-Maritime. On trouve des communes périphériques de l'agglomération havraise ou rouennaise : Barentin, Canteleu, Harfleur ; et des communes rurales du pays de Bray à l'instar de Gournay-en-Bray. Il en va de même dans le Calvados avec Giberville. Néanmoins, le FN échoue dans l'Orne. Les très bons scores enregistrés à l'élection présidentielle de 2012 ne sont pas gage de réussite dans les candidatures à l'image de l'Aigle.

Des dynamiques sociologiques

Les élections européennes de 2014 confirment le caractère populaire de l'électorat frontiste en même temps que s'approfondit son interclassisme. Deux catégories socio-professionnelles ont été retenues : les employés et les ouvriers. L'ouvriero-lepénisme est une notion ancienne. Développée, entre autres, par Nonna Mayer, elle permet de qualifier un phénomène sociologique : le basculement des ouvriers vers le FN. On assiste alors à une rupture sociologique lorsque l'on compare les dernières représentations de l'extrême droite dans les urnes. En Normandie, l'ouvriero-lepénisme est une réalité. Les élections européennes de 2014 ne dérogent pas à la règle. Dans les cantons les plus favorables au FN, le pourcentage d'ouvriers est majoré de 3,6 points. A l'inverse, dans les cantons les plus défavorables, ce taux est minoré. Ce phénomène semble prendre une acuité très particulière lorsque l'on se penche sur les cas des élections régionales. Néanmoins, afin de prendre pleinement la mesure de ce fait sociologique, il faut y ajouter une caractéristique spatiale. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 2012, le score de Marine Le Pen est majoré de plus de 6,4 points dans les cantons situés à l'est de la Seine-Maritime et dans lesquels le taux d'ouvriers est supérieur de 2 points par rapport à la moyenne régionale. Or, dans les cantons périphériques des agglomérations rouennaises et havraises, son score est quasiment le même que sur l'ensemble du département de Seine-Maritime. Aux élections régionales de 2015, dans certaines communes du pays de Bray, dans des communes où la liste de Nicolas Bay oscille

entre 40 et 50% des suffrages le taux d'ouvriers est majoré de plus de 15 points. Nous avons retenu 10 communes du pays de Bray. Les corrélations entre vote FN et présence ouvrière sont très fortes. C'est le cas par exemple à Montrotty où le FN recueille 50,4% des voix et où on dénombre 40,2% d'ouvriers.

L'analyse des corrélations entre vote FN et employés présente des caractéristiques intéressantes. Dans les cantons les plus favorables au FN lors des élections européennes, on dénombre 16,1% d'employés soit 0,4 point de moins que sur l'ensemble de la Normandie. Or, lors de la présidentielle de 2012, sur l'ensemble de la Normandie, le taux de corrélation est de -0,21. Il était de +0,3 lors de la présidentielle de 1995. Cependant, ces corrélations dépendent également du territoire considéré. Si l'on reprend le même raisonnement que pour les ouvriers en retenant les mêmes communes, il y a une surreprésentation des employés de 10 points. Les employés constituent donc un électorat fidélisé, depuis plusieurs années, par le FN.

Les derniers scrutins confirment le caractère interclassiste de l'électorat FN. Si l'élection présidentielle de 2012 a mis en exergue les continuités sociologiques entre le lepénisme et le « marinisme », on ne saurait minorer les évolutions engendrées par la présidence partisane de Marine Le Pen. Or, à l'occasion des scrutins de 2014-2015 ces mutations sont perceptibles. En Normandie, le FN parvient à s'imposer davantage chez les agriculteurs. Aux élections européennes de 2014, dans les cantons les plus favorables à la liste FN, le taux d'agriculteurs est de 2,2% contre 1,1% sur l'ensemble de la Normandie. Aux élections départementales de mars 2015 ce glissement du vote des agriculteurs se confirme dans certains espaces de la Normandie. C'est le cas par exemple dans le canton de Livarot où les candidats FN recueillent 13,1% des inscrits, soit près de 2 points de plus que sur l'ensemble du département, et où on dénombre 4,5% d'agriculteurs dans la population active soit 3,5 points de plus que la moyenne départementale. Ce phénomène est visible dans certains cantons de l'ouest du département de l'Eure ou le nord-est du département de la Manche. Il est particulièrement accentué dans les cantons qui, au cours des années 1990, étaient plus favorables au vote CPNT, prouvant les recompositions politiques à l'œuvre au sein du bloc des droites.

Enfin, il reste le cas des catégories socio-professionnelles imperméables au vote frontiste. Bernard Schwengler met en avant le fait que « les régions ou quartiers davantage constitués de cadres et professions intellectuelles supérieures et de professions intermédiaires accordent à l'extrême droite des scores plus modestes ». Cette analyse est une réalité en Normandie depuis les années 1980. Elle semble même prendre une nouvelle acuité depuis l'arrivée de Marine Le Pen. Or, lors des scrutins de 2014, cela se confirme à nouveau. Dans les espaces où les cadres sont surreprésentés, les votes frontistes sont fortement minorés.

Si, au cours des dernières années, la sociologie du vote frontiste présente des similitudes, il ne faudrait pas minorer, en Normandie, certaines évolutions. Enfin, les facteurs politiques et sociologiques ne doivent pas être découplés des considérations territoriales.

Des dynamiques territoriales

Depuis les années 1980, la question géographique est primordiale dans la compréhension du phénomène lepéniste. Depuis les années 1990, nous avons assisté à un glissement du vote FN vers le périurbain. Certains chercheurs ont démontré ce rapport au territoire en utilisant la notion de gradient d'urbanité. Selon Jérôme Fourquet, dans son analyse du premier tour de l'élection présidentielle de 2012, « tout se passe comme si, cette année, la structure du vote frontiste avait été encore davantage que par le passé polarisée selon une logique spatiale ». Ce mouvement est également visible en Normandie lors de l'élection présidentielle de 2012. Cette approche par l'espace est confirmée à l'occasion des derniers scrutins. Ainsi, un sondage IFOP, du 25 mai 2014, indique que le FN totalise dans les communes rurales 28% des suffrages exprimés contre 18% dans l'agglomération parisienne. L'étude, à l'échelle régionale, met en avant la ruralisation du FN en Normandie. C'est le cas par exemple à l'échelle cantonale. Ainsi, dans les 10 cantons caennais la progression du FN, entre les élections européennes de 2009 et de 2014, est de 5,3 points contre 9,2 points sur l'ensemble de la Normandie. Cependant dans certains cantons du sud du département de la Manche, c'est-à-dire dans un espace rural et longtemps dominé par la figure politique des notables, cette progression est de +10,1 points. En ventilant les résultats dans le département de l'Orne selon la taille de la commune, la ruralisation se confirme.

Tableau n°2 : Les résultats du FN dans l'Orne selon la taille de la commune aux élections européennes de 2014

Taille de la commune	Résultats FN (en % des inscrits)	Différentiel (en points)
Moins de 100 habitants	16,2	+3,9
De 100 habitants à 499 habitants	16,4	+4,1
De 500 habitants à 999 habitants	14,9	+2,6

De 1000 habitants à 3499 habitants	13,4	+1,1
Plus de 3500 habitants	10,4	-1,9

Aux élections régionales de 2015 cette ruralisation est confirmée. Dans certaines communes du pays de Bray ou du Perche, le FN parvient à recueillir plus de 40% des suffrages exprimés. C'est le cas par exemple à Boëcé ou à Chandaï. Néanmoins, au second tour, dans certaines petites communes de Normandie, la dynamique est négative et le FN perd des voix. Si la conjoncture, à savoir la possible victoire de la gauche, est un facteur à ne pas négliger ; il ne faudrait pas minorer le rôle des édiles locaux qui, pour certains, sont engagés aux Républicains.

La ruralisation du vote frontiste est à analyser en tenant compte d'un phénomène inverse, c'est-à-dire son déclin dans les centres urbains. Si au cours des années 1980-1990, il pesait dans les premières couronnes périphériques des agglomérations, depuis la présidentielle 2002 il y est en difficulté. Les derniers scrutins locaux ont confirmé cette tendance. C'est le cas par exemple aux élections régionales de décembre 2015 où, dans les trois agglomérations normandes, les scores du FN sont fortement minorés. Citons en exemple Caen et Rouen dans lesquelles les différentiels sont de respectivement 14,4 points et 10,1 points. Le même phénomène est visible au cours des scrutins départementaux et municipaux, mais également dans les villes normandes moins importantes à l'image d'Alençon, Cherbourg-Octeville ou Evreux. La gentrification, à l'œuvre de certaines de ces agglomérations, est un facteur explicatif important.

En Normandie, les élections suivant la présidentielle de 2012 permettent au FN de poursuivre simultanément ses mutations politiques et sa transformation partisane. Cette région, miroir des évolutions territoriales des deux lepénismes depuis 1984, est aujourd'hui le symbole de la nationalisation de ce mouvement et de ses dynamiques internes et externes. A quelques mois de l'élection présidentielle de 2017, les quatre derniers scrutins semblent avoir préparé Marine Le Pen et le FN à être irrémédiablement un des acteurs incontournables. Cependant, c'est un électorat volatile dont des facteurs de diverses natures, parfois non maîtrisés par le FN, peuvent modifier le comportement électoral.